

Cette étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Côte d'Ivoire a été réalisée dans le cadre du projet régional « Renforcer la sécurité frontalière et la résilience des communautés frontalières dans le Golfe de Guinée », financé par le Gouvernement Fédéral Allemand (Ministère des Affaires Etrangères-GFFO) et mis en œuvre par l'OIM.



Focus group avec les jeunes du village de Gansé (Département de Nassian), © OIM 2021/Noël Kouakou

MÉTHODOLOGIE

- Méthodologie mixte de collecte de données combinant la méthode quantitative et la méthode qualitative
- Populations cibles : membres des communautés frontalières, autorités administratives, leaders communautaires et religieux, Forces de Défense et de Sécurité, associations de femmes et de jeunes
- Zones de couverture : Département de Doropo et de Nassian
- 240 questionnaires individuels administrés, 14 entretiens et 2 focus groups réalisés.

OBJECTIF DE L'ÉTUDE :

Disposer d'une étude de référence permettant aux acteurs nationaux et internationaux d'adapter leurs actions afin de mieux intégrer les communautés et interagir avec elles pour améliorer la sécurité aux frontières et entretenir les conditions favorables à la circulation fluide des personnes, les échanges commerciaux, le développement, tout en protégeant l'intégrité du territoire.

DÉFINITION ET LOCALISATION DE LA FRONTIÈRE

La quasi-totalité des personnes enquêtées définissent une frontière comme étant une ligne imaginaire séparant deux Etats souverains et 74% d'entre eux en connaissent la localisation exacte.

CONNAISSANCE DU DISPOSITIF SÉCURITAIRE À LA FRONTIÈRE

Plus de 90% des personnes enquêtées connaissent les différentes catégories des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) présentes au poste frontière.

Les personnes enquêtées à Doropo sont plus nombreuses qu'à Nassian à connaître l'existence du passage de patrouilles tout au long de la frontière (74% pour 27%).

50% DES ENQUÊTÉS ESTIMENT QUE LE NIVEAU DE SÉCURITÉ EST MOYEN.

MENACES ET RISQUES SÉCURITAIRES À LA FRONTIÈRE

Selon les enquêtés, les principaux problèmes sécuritaires transfrontaliers sont le vol du bétail (50,8%) et les attaques des bandits armés (33,4%).

Parmi les enquêtés 70% déclarent se sentir en sécurité dans leur localité du fait de l'existence de patrouilles des FDS et du bon niveau de cohésion sociale au sein de la communauté.

Néanmoins, pour les 30% des enquêtés déclarant ne pas se sentir en sécurité, les principales raisons avancées sont les menaces terroristes, les braquages à domicile, les coupeurs de routes et le manque de collaboration avec les FDS.

50% DES ENQUÊTÉS ESTIMENT QUE LEUR LOCALITÉ N'EST PAS À L'ABRI DES MENACES TERRORISTES DU FAIT DE LA PROXIMITÉ AVEC LE BURKINA FASO.

ENGAGEMENT DES COMMUNAUTÉS DANS LA GESTION DE LA SÉCURITÉ DE LA FRONTIÈRE

Parmi les enquêtés, 34% déclarent ne pas se sentir concernés par la gestion de la sécurité à la frontière, expliquant qu'il s'agit de l'affaire des autorités, qu'il ne sont pas formés ou ne disposent pas des moyens adéquats pour cela.

Par ailleurs, 58% des enquêtés estiment que les populations des localités enquêtées participent faiblement à la gestion de la sécurité frontalière.

Près de 3 enquêtés sur 4 considèrent que la communauté est indispensable pour garantir la sécurité de la frontière.

En outre, selon 83% des enquêtés, la communauté pourrait collaborer étroitement avec les autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière, à travers notamment la veille et l'alerte.

Afin de mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière, la population suggère de renforcer la sensibilisation et le partage d'information (86,2%), la création d'un comité de veille et d'alerte (71,1%), une présence plus importante des autorités (54,2%) et l'organisation de formations (20%).

COMMUNICATION ENTRE AUTORITÉS ET COMMUNAUTÉS SUR LA SÉCURITÉ À LA FRONTIÈRE



Atelier de restitution Communautaire à Doropo © OIM 2022/Nanah Traoré

Plus de la moitié de la population enquêtée (63%) déclarent qu'il existe une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.

Les chefs coutumiers (84%) ont été cités majoritairement par les populations comme les personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.

MÉCANISMES D'ALERTE À INSTAURER EN CAS DE PROBLÈME DE SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Les rencontres (65%), le téléphone (54%) et les personnes contact (34%) sont les principaux mécanismes que les autorités et les FDS utilisent pour alerter la communauté sur un problème de sécurité de la frontière.

La majorité de la population enquêtée (63%) déclarent que les mécanismes d'alerte utilisés jusqu'ici sont utiles et pertinents.

Afin de pallier aux insuffisances des mécanismes d'alerte, la population enquêtée préconise la création d'un cadre de concertation entre autorités/FDS et communautés (73%), l'organisation des visites régulières des autorités/FDS au village (70%), la création d'un comité local de prévention et d'information (67%) et l'utilisation des radios communautaires (44%).



Atelier de restitution Communautaire à Doropo © OIM 2022/Nanah Traoré

QUALITÉ DES RELATIONS ENTRE COMMUNAUTÉS LOCALES, AUTORITÉS ET FDS

La relation entre la communauté et les agents de la sécurité à la frontière est jugée au moins bonne par 55% de la population enquêtée.

Relation entre les autorités administratives et la communauté

78% DES ENQUÊTÉS DÉCLARENT QUE LA RELATION ENTRE AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET LA COMMUNAUTÉ EST SATISFAISANTE TRÈS SATISFAISANTE.

CAPACITÉ À RÉAGIR À UNE SITUATION D'URGENCE

Causes des déplacements massifs des populations

En situation de crise, les conflits armés (80%) et les attaques terroristes (54%) sont considérés comme les principales causes des déplacements massifs des populations au niveau de la frontière. Les épidémies et les catastrophes naturelles sont également perçues comme des causes secondaires.

Accueil d'un flux important de personnes déplacées

Parmi les personnes enquêtées, 51% déclarent que leur communauté est préparée à accueillir un flux important de personnes déplacées.



Atelier de restitution Communautaire à Nassian © OIM 2022/Nanah Traoré

En outre, les actions de sensibilisation des autorités locales ont renforcé cette volonté des acteurs locaux. Les entretiens avec les autorités préfectorales et des FDS à Doropo indiquent que « Les autorités sont outillées en la matière et possèdent une expérience grâce aux exercices de simulation de crise aux frontières conduites par l'OIM, pour le partage d'information rapide entre le Préfet, Sous-Préfet, FDS qui conduit à une action rapide de soutien, de sécurisation et de sensibilisation. »

Actions à entreprendre par les communautés locales en situation d'urgence

En cas de situation d'urgence, informer rapidement les autorités locales (70%), accueillir la population déplacée (58%) et rester vigilant (44%) sont présentées par les personnes enquêtées comme les principales actions que la communauté locale pourrait entreprendre.

RECOMMANDATIONS

Sur l'engagement des communautés

- Renforcer le caractère du service public des FDS au bénéfice des communautés à travers la facilitation des actes de légalisation des documents et actes civils, l'organisation d'opérations spéciales de production massive des cartes nationales d'identité, des cartes grises, etc.
- Conduire des actions de sensibilisation, de formation au profit des populations afin qu'elles arrivent à développer des réflexes sécuritaires,

Sur la communication

- Développer un partenariat avec les radios communautaires en vue de conduire des campagnes d'information et de sensibilisation des communautés ;
- Redynamiser les comités existants en motivant les participants surtout les leaders d'opinion, les jeunes et les femmes ;

Sur les situations d'urgence

- Elaborer un plan de réponse et gestion des situations de crises dans les zones intéressées ;
- Mettre en place un système d'alerte viable et efficace géré par les jeunes du village pour une information rapide des autorités .
- Organiser des séances de formation de la population pour la répondre aux situations d'urgence (Exemple : organisation d'un exercice de simulation grandeur nature (SIMEX) de gestion de crise à la frontière.